

Chapitre 2

La Première Guerre mondiale et l'évolution politique et sociale de 1914 à 1930

Repères chronologiques

1891	Alliance franco-russe
1898	Fachoda. La France accepte la domination anglaise sur la Haute-Égypte
1903	Voyage à Paris du roi d'Angleterre Édouard VII
1904	Entente cordiale : accord entre la France et l'Angleterre
1908	Annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche
1914	Assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajévo (28 juin) Mobilisation générale (2 août) Bataille de la Marne (6-13 septembre)
1915	Entrée en guerre de l'Italie (mai)
1916	Attaque allemande contre Verdun (21 février)
1917	Abdication du tsar et gouvernement Kerenski (mars) Entrée en guerre des États-Unis (2 avril) Vaine et sanglante attaque française au Chemin des Dames (16 avril) Révolution d'octobre en Russie, et prise du pouvoir par les bolcheviks (novembre) Clemenceau président du Conseil (novembre)
1918	Percée allemande sur la Somme (mars), puis sur le Chemin des Dames (mai) Échec de l'offensive allemande en Champagne (juillet) Armistice (11 novembre)

1919	Traité de paix, signé à Versailles (28 juin) Élections législatives (14 novembre), victoire du Bloc national et débuts de la Chambre « bleu-horizon »
1920	Grève générale des cheminots (mai) Congrès du parti socialiste à Tours et naissance du parti communiste (décembre)
1922	Conférence de Cannes. Démission de Briand, remplacé par Poincaré à la présidence du Conseil (janvier)
1923	Occupation de la Ruhr par les troupes françaises (janvier)
1924	Victoire du Cartel (radicaux et socialistes) aux élections législatives du 11 mai. Ministère Herriot Plan Dawes
1925	Chute du cabinet Herriot Conférence et traité de Locarno (16 octobre)
1926	Retour de Poincaré à la présidence du Conseil, en pleine crise du franc (juillet) Condamnation de l'Action Française par le pape
1928	Stabilisation du franc par Poincaré (25 juin) Pacte Briand-Kellogg (27 août)
1929	Démission de Poincaré Plan Young
1930	Création des assurances sociales Tardieu évacue tous les territoires encore occupés par la France en Allemagne
1932	Loi contraignant toutes les entreprises à entrer dans les systèmes d'allocations familiales (11 mars)
1938	Émancipation juridique de la femme mariée □

LA GUERRE DE 1914 marque la fin du XIX^e siècle et l'entrée dans le XX^e siècle pour trois raisons : elle met fin à l'hégémonie européenne dans le monde, désormais dominé par la puissance américaine et la révolution soviétique ; elle ouvre la voie à une société d'inflation qui contraste avec la société stable du XIX^e ; elle pose enfin à la France des problèmes politiques nouveaux, qui relèguent au second plan ceux du début du siècle.

La Première Guerre mondiale

La situation internationale

Elle a été longtemps dominée par le système de Bismarck : traité des trois empereurs (Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie) en 1881 et Triple-Alliance (Allemagne, Autriche, Italie) en 1882. Mais Bismarck doit démissionner en 1890, car l'empereur Guillaume II n'accepte pas de renouveler ses engagements

envers la Russie, alors qu'il soutient au même moment l'Angleterre et l'Italie, non seulement contre les prétentions coloniales de la France (Égypte, Afrique du Nord), mais aussi contre la politique balkanique du tsar.

Ce choix permet à la France de s'allier à la Russie en 1891 (convention militaire secrète en 1893). Après la crise de Fachoda (1898), avec l'arrivée de Delcassé aux Affaires étrangères – qu'il quittera en 1905 seulement – la politique française renonce à toute influence dans la vallée du Nil et renoue avec l'Angleterre. Le voyage du roi Édouard VII à Paris (1903) et un accord en 1904 attestent l'entente cordiale établie entre la France et l'Angleterre. En 1907, un accord entre l'Angleterre et la Russie achève de nouer le bloc des futurs alliés, France, Russie, Angleterre : c'est la Triple-Entente.

Le déclenchement de la guerre

Les problèmes balkaniques sont au cœur de la crise qui conduit à la guerre.

Le déclin de la Turquie incite ses voisins à dépecer son territoire. Les Russes cherchent à contrôler les détroits qui ferment la mer Noire, et à constituer des États vassaux, hostiles à l'Autriche. Celle-ci est aux prises avec les nationalités qui revendiquent leur autonomie au sein de l'empire et en menacent l'unité. Elle craint l'existence de nations indépendantes dans les Balkans, car ce serait un encouragement aux nationalités de l'empire.

Or, justement, sous l'impulsion du roi Pierre I^{er}, très proche de la France, la Serbie fait preuve de dynamisme et d'indépendance. Pour la contenir, l'Autriche a annexé en 1908 la Bosnie-Herzégovine. Impuissants, les Serbes ont dû laisser faire. L'assassinat d'un archiduc d'Autriche à Sarajevo par des terroristes serbes (28 juin 1914) fournit aux Autrichiens l'occasion d'écraser la Serbie ; ils lui adressent un ultimatum inacceptable. L'Allemagne, qui s'estime encerclée et menacée, l'encourage car elle pense le rapport des forces favorable. La Russie soutient la Serbie. L'Angleterre propose sa médiation que l'Autriche et l'Allemagne refusent. Mobilisation de la Russie, assurée du soutien de la France. Mobilisation et déclaration de guerre allemande.

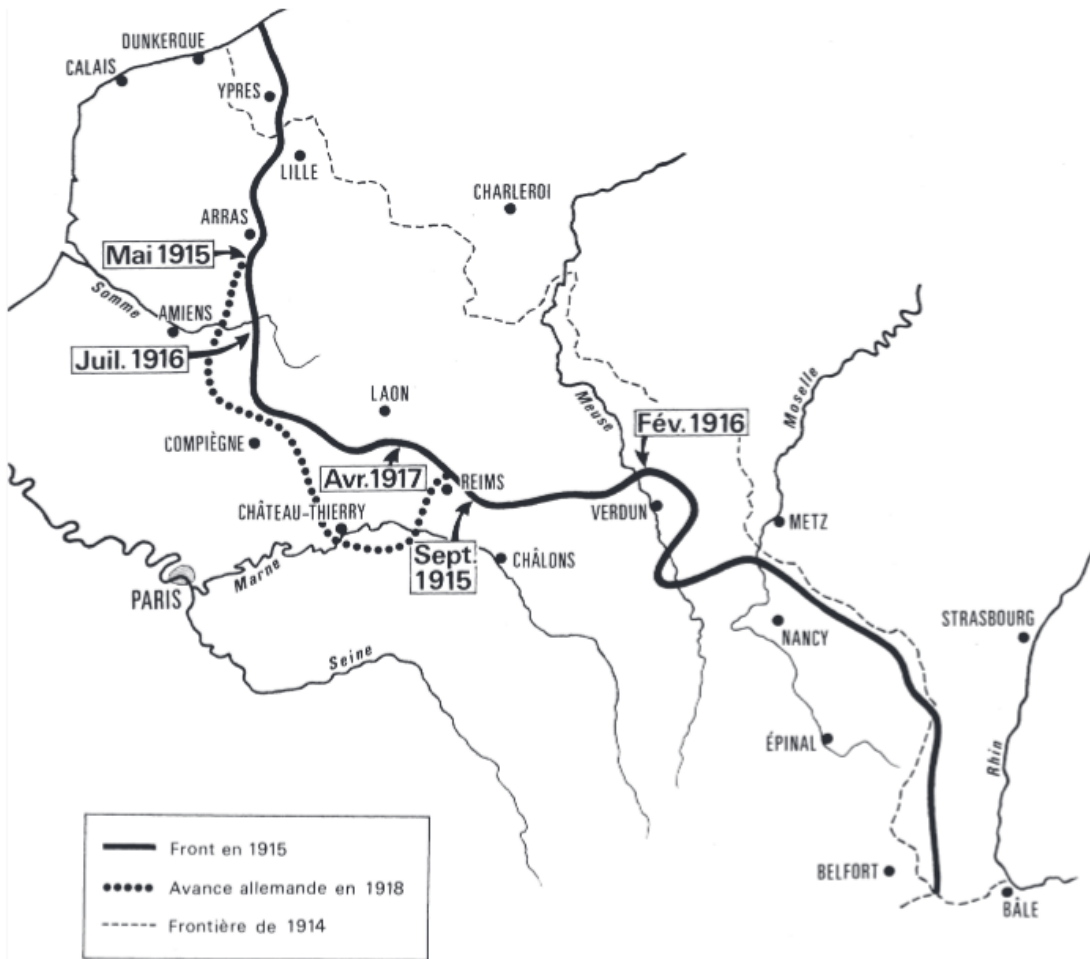
L'Autriche et l'Allemagne ne sont pas seules responsables. L'Angleterre n'a pas dit assez tôt et assez clairement qu'elle ne resterait pas neutre. La Russie ne pouvait laisser l'Autriche humilier la Serbie sans ruiner sa propre influence dans les Balkans, mais elle a aussi cherché une revanche de son échec de 1905 contre les Japonais. Quant à la France, ses heurts avec l'Allemagne à propos du Maroc (Tanger, 1905, puis Agadir, 1911) ont développé un certain nationalisme. Le président de la République depuis 1913, Poincaré, n'est pas mécontent de saisir cette occasion de revanche. Aucun des dirigeants européens n'imaginait alors que la guerre serait longue et ferait des millions de morts.

Les opérations jusqu'en 1917

Des deux côtés, en effet, on était convaincu qu'elle serait courte.

À long terme, la balance des forces était favorable aux alliés : une population plus nombreuse (238 millions, sans les colonies, contre 120), des armées plus

étouffées (170 divisions d'infanterie contre 150), une incontestable supériorité maritime. Mais les empires centraux avaient un meilleur armement (artillerie lourde allemande notamment), et leur position leur permettait de faire passer leurs troupes d'un front à l'autre.



Les opérations militaires de 1914 à 1918

L'Allemagne commence par envahir la Belgique, qui se croyait protégée par sa neutralité, ce qui décide l'Angleterre à entrer en guerre. Les alliés opèrent une retraite profonde, à partir de Charleroi. Mais les Allemands, au lieu de poursuivre sur Paris, se rabattent vers l'Est, pour tenter d'encercler le gros des forces françaises. Le général Joffre, commandant en chef, contre-attaque alors sur le flanc droit des colonnes allemandes et les fait reculer. C'est la victoire de la Marne (6-13 septembre 1914).

Les deux armées tentent alors de se déborder par l'Ouest. C'est la course à la mer, marquée par les batailles de l'Yser et d'Ypres. Mais la guerre de mouvement s'arrête bientôt. En novembre, les deux armées s'enterrent et commencent une guerre de position qui constitue une nouveauté : le front continu, les tranchées, les boyaux, les réseaux de barbelés sont le cadre où se déroule une vie quotidienne primitive, marquée par le froid, l'humidité, la boue, les rats, les poux, la soif, et qui transforme les soldats en « poilus ». On se bat rarement,

mais on meurt beaucoup, sous les bombardements, plus encore que lors des attaques, sous le tir des mitrailleuses intactes malgré la préparation d'artillerie. Angoisse et peur des soldats impuissants, soumis au martèlement aveugle et inexorable des canons adverses.

Les états-majors poursuivent le rêve d'une percée, impossible car les assauts se brisent sur des secondes lignes intactes. Tentatives françaises en 1915, en Artois d'abord (mai), puis en Champagne (septembre), cependant qu'à l'Est les Russes battent en retraite jusqu'à la Bérésina. Tentative allemande en 1916 contre Verdun, à partir du 21 février, avec un point culminant en juin. L'offensive franco-britannique sur la Somme, le 1^{er} juillet, desserre la pression. Pétain*, qui commande à Verdun, donne à sa résistance une valeur symbolique en organisant une « noria » qui conduit les trois quarts des unités à tour de rôle sur ce champ de bataille.

Les nouvelles conditions du conflit et la fin de la guerre

Techniquement, la guerre évolue : aviation de reconnaissance, transports automobiles (approvisionnement de Verdun par la « voie sacrée »), chars d'assaut, progressivement mis au point : trop lourds en 1917, ce sont en 1918 des Renault de 5 tonnes qui soutiennent l'infanterie et lui donnent confiance au moment des offensives décisives. Les Allemands ont employé les gaz dès 1915, et leurs sous-marins engagent à partir de 1917 une guerre totale contre les navires, même neutres, qui ravitaillent les alliés.

Cette initiative provoque l'entrée en guerre des États-Unis (2 avril 1917), mais, comme ils n'ont pas de service militaire obligatoire, leur soutien ne sera effectif qu'un an plus tard. Les Italiens ont rejoint les alliés en avril 1915, ouvrant un nouveau front, mais ils y subissent en octobre 1917 la grave défaite de Caporetto. En Russie, c'est la révolution, en deux étapes : abdication du tsar Nicolas II en mars 1917, puis, en octobre du calendrier orthodoxe, en fait les 6-7 novembre, renversement du gouvernement Kerenski et prise du pouvoir par les bolcheviks (Lénine). L'armée russe s'effondre, et les bolcheviks concluent bientôt une paix séparée avec les Allemands (Brest-Litovsk, mars 1918), qui peuvent ramener toutes leurs troupes sur le front de l'Ouest.

En France, Nivelle a remplacé Joffre, et il a lancé sur le Chemin des Dames, le 16 avril 1917, une offensive que tout le monde croyait décisive. Mais ce fut un échec cinglant. D'où une crise du moral, et des mutineries de troupes épuisées, décimées dans des attaques répétées parfaitement inutiles, tandis que la hausse des prix entraînait des grèves à l'arrière.

Nivelle avait été remplacé par Pétain (15 mai 1917), qui avait réprimé les mutineries avec une relative modération (moins de 50 exécutions) et veillé aux permissions, aux cantonnements, à l'ordinaire. Surtout, il avait mis fin aux offensives inutiles. Assurés que, désormais, on ne les ferait plus tuer pour rien, les soldats reprennent confiance. Pétain, qui n'a pas beaucoup de réserves, attend les Américains. Au gouvernement, Poincaré* appelle Clemenceau*, dont tout le programme tient en ces mots : « Je fais la guerre » (novembre).

Les Allemands (Hindenburg et Ludendorff) veulent forcer la décision avant l'arrivée massive des renforts américains. Le 21 mars 1918, ils percent, sur la

Somme, à la jonction des armées anglaise et française. Devant le péril, Foch reçoit le commandement en chef des unes et des autres et rétablit le front. Le 27 mai, les Allemands percent de nouveau, au Chemin des Dames, et ils atteignent bientôt Château-Thierry. Dernière offensive en Champagne, le 15 juillet. Les Allemands franchissent la Marne, mais le 18 juillet commence la contre-offensive.

Mais les Américains sont arrivés. Plus d'un million combattent alors en France sous les ordres de Pershing. La balance n'est plus égale. Succès des offensives alliées (8 août et 26 septembre). Sous la pression des nationalités, l'Empire austro-hongrois se désagrège. L'Allemagne adopte un régime parlementaire et Guillaume II abdique (9 novembre). L'armistice intervient le 11 novembre, à 11 heures du matin : les alliés n'ont pas voulu faire tuer un soldat de plus pour envahir l'Allemagne. Les troupes allemandes rentrent chez elles en bon ordre, applaudies par une population à qui les généraux font croire qu'ils n'ont pas été battus, mais trahis par les politiciens : c'est la légende du coup de poignard dans le dos.

Les nouvelles conditions de la vie politique

L'extension du rôle de l'État

La guerre a fait intervenir l'État dans l'économie : usines d'armement (avec le socialiste Albert Thomas au ministère), comité de coordination des réseaux de chemins de fer, ministère du ravitaillement. Le ministre de l'Intérieur, Malvy, est intervenu dans les conflits salariaux et a fixé autoritairement les salaires. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux*, est devenu commissaire du gouvernement. D'autre part, l'État a dû accorder des indemnités journalières aux familles dont le chef était mobilisé. Il doit sans cesse intervenir au secours des réfugiés, des victimes civiles ou militaires de la guerre.

Cette extension du rôle de l'État ouvre la voie à de nouveaux débats. La politique peut avoir pour enjeu des questions de natalité, d'assurances, de logement, de reconstruction, etc. Les problèmes deviennent plus techniques, et moins idéologiques.

Le projet syndical en est affecté. Hostile à tout État avant la guerre, la CGT voit maintenant en lui un partenaire possible, dans un dialogue à trois : patronat, syndicats, État. Elle réclame la création d'un Conseil économique, que la gauche réalisera imparfaitement en 1925. Alors qu'elle était hostile à toute nationalisation, elle en admet le principe, et elle inscrit dans son plan de 1919 la revendication immédiate d'une « nationalisation industrialisée » des chemins de fer.

Crise sociale et crise du socialisme (1919-1920)

Comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, la France traverse en 1919-1920 une crise sociale d'une ampleur sans précédent. En pleine reconversion d'une économie de guerre à une économie de paix, la démobilisation jette sur le marché

du travail des millions d'hommes amers – ils se désignent eux-mêmes comme les PCDF, « pauvres couillons du front ». D'autre part, la révolution russe suscite un immense espoir et fournit un exemple.

Le gouvernement lâche du lest (primes de démobilisation, loi du 23 avril instituant la journée de 8 heures), tout en réprimant l'agitation (quadrillage de Paris par la troupe, lors de la grève du 1^{er} mai 1919 : 2 morts). Les ouvriers, qui ne craignent plus d'être expédiés au front, entreprennent des grèves très dures et proprement révolutionnaires, notamment dans la métallurgie parisienne (juin 1919), puis dans les chemins de fer.

Cette agitation fait peur. Exploitée par une habile propagande (l'homme au couteau entre les dents), elle explique la victoire du Bloc national aux élections de novembre 1919, victoire amplifiée par le nouveau mode de scrutin (proportionnelle avec prime à la majorité). La droite compte 433 élus, la gauche 180 seulement, parmi lesquels 68 socialistes. C'est la Chambre « bleu-horizon », de la couleur des uniformes, car on avait pris de nombreux démobilisés pour figurer avantageusement sur les listes électorales.

L'échec électoral aggrave les dissensions internes du parti socialiste. Jusqu'au gouvernement Clemenceau, ses dirigeants avaient participé à l'Union sacrée. Guesde, Sembat, A. Thomas avaient été ministres. La minorité du parti dénonçait cette participation à la guerre impérialiste. Elle voulait que le parti français suive l'exemple des bolcheviks et l'affirme en adhérant à la nouvelle Internationale fondée par Moscou.

Mais cette adhésion supposait l'acceptation des 21 conditions édictées par l'Internationale communiste : subordination de la presse et des syndicats au parti, subordination des échelons inférieurs aux échelons centraux, soumission totale aux décisions de l'Internationale communiste, mise en place d'une organisation clandestine. Au congrès de Tours (décembre 1920), la majorité des socialistes se prononce cependant pour l'adhésion à l'Internationale communiste par solidarité sentimentale avec la révolution soviétique. Le parti communiste est né. L'ancienne majorité, autour de L. Blum*, refuse de rompre avec la tradition libérale et démocratique du socialisme français et poursuit le parti socialiste SFIO.

Cette division affaiblit le mouvement socialiste. Les militants et le journal du parti, *L'Humanité*, restent au parti communiste. Mais les députés vont au parti socialiste, qui doit reconstituer son organisation militante. Le PC s'organise suivant les principes du centralisme démocratique, sur la base de cellules d'entreprise, éliminant progressivement les libéraux petits-bourgeois qui en avaient pris d'abord la direction. Il pratique aux élections de 1928 et 1932 la tactique « classe contre classe » et refuse de désister au second tour ses candidats en faveur des socialistes. En 1932, avec 12 députés, il ne compte pratiquement pas sur l'échiquier politique, mais sa surenchère interdit aux socialistes de se compromettre avec des politiciens bourgeois.

Cette division se répercute au plan syndical. La tendance révolutionnaire entraîne les cheminots, en mai 1920, dans une grève qui devient générale. Mais elle échoue, car le gouvernement et les compagnies ont préparé leur résistance de longue date. En 1921, la CGT éclate. Les partisans de l'Internationale communiste, ici minoritaires, fondent la CGTU (Confédération générale du travail

unitaire). Avec L. Jouhaux*, la majorité poursuit dans la vieille CGT une action réformiste.

Ici comme là, on est bien loin de la charte d'Amiens. La CGTU, bientôt dominée par les communistes, place le syndicalisme sous la dépendance du parti. La CGT, de son côté, sollicite l'intervention de l'État arbitre pour réaliser des réformes. Les conventions collectives, instituées par une loi de 1920, disparaissent bien vite, mais la loi de 1928, modifiée en 1930, fonde les assurances sociales et donne aux travailleurs des garanties en cas de maladie. Bilan plutôt mince. Les effectifs syndicaux reculent, et le calme règne dans les usines.

L'apaisement des luttes religieuses

La camaraderie des tranchées a rapproché laïques et cléricaux, montré aux uns et aux autres leur mutuelle sincérité. Instituteurs et curés se rencontrent et s'estiment. Devant tant de morts, les querelles du combisme semblent dérisoires.

Le Bloc national, au pouvoir après les élections de 1919, profite de cet esprit nouveau, d'autant qu'à cette époque les catholiques ne remettent pas en question les lois laïques. L'ambassade auprès du Vatican est rétablie, et une négociation permet de donner un statut juridique à l'Église en France, grâce à des associations cultuelles diocésaines, et non plus communales, comme l'avait prévu la loi de séparation. Par l'encyclique *Maximam gravissimamque* (1924), le pape accepte ce compromis.

Les élections de 1924 conduisent au pouvoir le Cartel, alliance électorale des radicaux et des socialistes, mais ceux-ci n'entrent pas au gouvernement que forme Édouard Herriot*. Ils pratiquent la politique du soutien sans participation. Le Cartel reproche à Millerand, président de la République depuis 1920, d'avoir pris parti pour le Bloc national dans la campagne électorale, et il l'oblige à démissionner. Il rétablit le scrutin d'arrondissement. Il tente d'autre part d'appliquer les lois laïques à l'Alsace-Lorraine, où le concordat est toujours en vigueur, et de faire respecter les lois sur les congrégations. En effet, les congréganistes revenus en France à la mobilisation y étaient restés et avaient reconstitué leurs maisons. Un vaste mouvement de défense religieuse (Fédération nationale catholique du général de Castelnau) oblige le Cartel à abandonner ces projets. L'anticléricalisme mobilise moins une opinion qui ne veut pas voir ranimer les vieilles querelles.

L'évolution du catholicisme consolide cet apaisement. En 1926, le Vatican condamne sévèrement l'Action Française et son « politique d'abord » : ceux qui continuent à lire le journal de Maurras sont excommuniés. Des mouvements de jeunesse se fondent entre 1927 et 1930 : JAC, JOC, JEC. Ils entreprennent de rechristianiser les divers milieux en agissant sur leurs structures.

Cette pacification religieuse, ajoutée aux divisions de la gauche ouvrière, explique que les années 1920-1930 ne soient dominées ni par la question religieuse, ni par la question ouvrière, mais, au contraire, par deux grands problèmes directement issus de la guerre : les relations avec l'Allemagne et les questions financières.

La France face à l'Allemagne de 1919 à 1930

La paix : le traité de Versailles (28 juin 1919)

Le traité a été élaboré par les alliés, et surtout par le comité des quatre principaux d'entre eux : Lloyd George (Grande-Bretagne), Orlando (Italie), Wilson (États-Unis) et Clemenceau. Il n'a pas été négocié avec l'Allemagne, il lui a été imposé.

Les principes du traité sont les 14 points du président Wilson, exposés par celui-ci en janvier 1918, sans concertation préalable. C'est une paix généreuse, sans annexion territoriale. Du coup, l'Italie n'obtient pas les territoires qui lui avaient été promis par traité secret avant son entrée en guerre. L'Alsace-Lorraine revient à la France, mais celle-ci n'obtient pas la Sarre, qu'elle revendiquait pour l'avoir incluse dans ses frontières de 1814 : après 15 ans, un plébiscite décidera du rattachement de la Sarre à la France ou à l'Allemagne. En attendant, elle est placée sous administration internationale.

En application du même principe des nationalités (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), de nouveaux États apparaissent : Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne. Mais leurs frontières sont difficiles à définir de façon incontestable, car les diverses nationalités sont souvent étroitement imbriquées.

La France formule deux exigences difficiles à satisfaire :

1. La sécurité. Elle demande des garanties contre une nouvelle agression allemande. La meilleure serait un glacis territorial qui porterait sa frontière naturelle jusqu'au Rhin. Mais il n'est pas question d'annexer la rive gauche du Rhin, ni même de démanteler l'Allemagne pour créer un État rhénan. La sécurité sera donc assurée par :
 - des clauses militaires : l'Allemagne est désarmée, son armée limitée à 100 000 hommes (officiers compris), sans service obligatoire, sans aviation ni artillerie lourde et sous le contrôle de commissions alliées. La rive gauche du Rhin est démilitarisée (interdiction aux Allemands d'y faire pénétrer des troupes). Les alliés occupent trois zones, pour respectivement 15, 10 et 5 ans ;
 - des clauses diplomatiques : l'Angleterre et les États-Unis garantissent la France contre toute agression allemande ;
2. Les réparations. La guerre s'est déroulée, pour l'essentiel, sur le territoire français. La France demande réparation des destructions. Le difficile est de les chiffrer. On en charge une commission, qui rendra son rapport en 1921 : 400 milliards de marks-or, dont 140 pour la France, ce qui est énorme. En attendant, on inscrit dans le traité (article 231) le principe des réparations, qu'on justifie en affirmant la responsabilité allemande : «... L'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux... » Les Allemands n'accepteront jamais ce « Diktat ».

Enfin, le traité prévoit l'organisation d'une Société des Nations (SDN), chargée de régler les conflits entre États par la conciliation et la solidarité contre l'agresseur.

La politique d'exécution des traités

À peine signés, les traités deviennent caducs. En effet, les États-Unis refusent de les ratifier, retirant ainsi leur garantie à la France. Du coup, l'Angleterre retire aussi la sienne. La France a renoncé à la rive gauche du Rhin pour ne pas rompre une solidarité qui s'évanouit et en échange d'une garantie diplomatique qui disparaît. Quant à la SDN où ne siègent ni États-Unis, ni Russie, ni Allemagne, elle perd beaucoup de son intérêt.

Abandonnée ainsi par ses alliés, qui se méfient de la voir trop forte, la France a le choix entre deux politiques : la fermeté ou la conciliation. Ou bien elle impose aux Allemands la stricte exécution du traité, ou bien elle cherche une entente avec eux.

La seconde politique est celle de Briand*, qui accepterait des arrangements en matière de réparations, en contrepartie d'une garantie anglaise du traité. Mais cette politique, esquissée à la conférence de Cannes (janvier 1922), heurte l'opinion publique et les parlementaires, comme le président de la République, Millerand, qui a succédé à Poincaré* après un bref intermède Deschanel. Briand démissionne donc.

Poincaré, qui lui succède à la présidence du Conseil (1922-1924), se heurte à la mauvaise volonté d'une Allemagne aux prises avec une effroyable inflation. Il recourt à la fermeté et, en janvier 1923, sans l'accord des alliés, il saisit un gage : les troupes françaises occupent la Ruhr. Les Allemands, cheminots, mineurs, industriels ou fonctionnaires, leur opposent une résistance passive. En septembre 1923 seulement, l'Allemagne cède, et un nouveau chancelier, Stresemann, négocie.

L'opinion française, qui avait approuvé l'occupation de la Ruhr, commence à se demander si la politique de fermeté mène quelque part. Pour les élections de 1924, le Cartel fait campagne, sur la nécessité d'une autre politique internationale : on ne peut rien bâtir de durable sur la force, et la France ne peut demeurer isolée. Elle doit se consacrer au renforcement de la SDN. Le Cartel gagne les élections, et, signe de l'importance qu'il attache à ces questions, son leader, Édouard Herriot*, président du parti radical, qui forme le gouvernement, prend le portefeuille des Affaires étrangères.

Le rapprochement franco-allemand

Herriot* accepte d'abord un plan de règlement des réparations dit plan Dawes, du nom du président du comité d'experts interallié qui l'a élaboré. Ce plan limite les versements allemands et prévoit des versements en nature. Herriot joue ensuite la carte de la SDN et il fait approuver le « protocole » de Genève : « arbitrage, sécurité, désarmement », qui fixe les étapes de l'organisation internationale de la paix.

Après la chute d'Herriot, sa politique est poursuivie, dans divers cabinets, par Aristide Briand. Conciliateur habile – il l'avait montré comme rapporteur de la loi de séparation en 1905 –, cet ancien socialiste révolutionnaire qui avait brisé la grève des cheminots en 1910 se consacra totalement à l'organisation de la paix, par conviction, car il jugeait la guerre horrible et stérile, mais aussi par réalisme (« je fais la politique de notre natalité »). La droite le poursuivit d'une haine tenace.

La conférence de Locarno (Allemagne, Italie, France, Angleterre) aboutit, le 16 octobre 1925, à un accord garantissant les frontières occidentales de l'Allemagne et celles de la Belgique et de la France, qui retrouvait ainsi la garantie internationale prévue par le traité de Versailles. Mais l'important était que l'Allemagne signe librement cet accord. Cela signifiait son retour dans la collectivité des nations, et elle est d'ailleurs admise à la SDN en septembre 1926.

Les Américains et les Anglais imposent la révision du plan Dawes, qu'ils jugent trop dur pour l'Allemagne. Le plan Young, qui lui succède en 1929, réduit considérablement les réparations dues par les Allemands. La France ne réussit pas à lier sa propre dette envers les États-Unis aux réparations, ni à en diminuer le montant. Le contentieux des réparations étant liquidé, la France évacue la Rhénanie en 1930, plus de quatre ans avant le terme fixé par le traité.

Simultanément, l'esprit de Genève progresse. Le pacte Briand-Kellogg, signé à Paris par près de 60 nations (27 août 1928), met la guerre hors la loi. La SDN se renforce et s'attelle au problème du désarmement.

Dans cette évolution, le désir de fonder la paix sur l'organisation internationale rencontre des préoccupations plus matérielles. La pression anglo-américaine sur la France aurait été moins sensible, si le franc avait été plus solide, et si la France n'avait eu besoin d'aide financière. Questions internationales et questions financières sont étroitement mêlées.

Les conséquences matérielles de la guerre et la politique financière

Le bilan démographique et la politique familiale

Les pertes de la guerre sont terribles. 1 400 000 soldats sont morts. La surmortalité civile est de 250 000 environ. Malgré les permissions, la crainte de mourir à la guerre a fait éviter de procréer : les naissances sont très peu nombreuses, inférieures de 1,4 million à ce qu'elles auraient été normalement. Au total, la population a diminué de 3 millions. Le retour des départements alsaciens-lorrains ne suffit pas à compenser ces pertes. Au recensement de 1921, avec 1,5 million d'étrangers contre 1,16 en 1911, la population française est de 39,2 millions d'habitants, contre 39,6 en 1911.

Idéologiquement favorable à la famille, la Chambre bleu-horizon trouve dans cette situation une occasion d'agir : réductions sur les chemins de fer aux familles nombreuses, répression de la propagande contraceptive et de l'avortement (1920), création de la fête des mères. Mais le développement des allocations familiales repose sur l'initiative des employeurs. Il faut attendre 1932 pour que la loi les oblige à cotiser pour leurs salariés à une caisse d'allocations familiales.

L'émancipation des femmes a-t-elle progressé ? Pendant la guerre, la mobilisation de 8 millions d'hommes pendant 52 mois a obligé les femmes à les remplacer comme chefs de famille, mais aussi à la production, dans les usines et les bureaux. Le retour à la paix est aussi un retour en arrière, mais certains

acquis demeurent. Un fonctionnaire démobilisé peut se trouver sous les ordres d'une femme. Les agrégées féminines enseignent dans les lycées de garçons. Les salaires s'égalisent dans la fonction publique. Les mœurs évoluent. Le costume change : jupes courtes, cheveux coupés. Les boutiques de coiffure pour dames apparaissent. Les femmes sont moins dépendantes, mais la publication de *La Garçonne* soulève un énorme scandale (1922).

L'évolution des mœurs n'a pas de traduction juridique. La Chambre vote, en 1919, le vote des femmes, mais le Sénat s'y oppose, par crainte des influences cléricales. La loi de 1938 accorde la capacité juridique aux femmes mariées que le code civil traitait comme des mineures, incapables d'agir sans l'autorisation de leur mari. Mais elle réaffirme que celui-ci est le chef du ménage.

Le bilan matériel et les problèmes financiers

Les destructions de la guerre sont graves : mines du Nord inondées, usines anéanties, champs labourés d'obus, villes en ruines. 222 000 maisons sont complètement détruites, 62 000 km de routes à refaire, 2 millions d'hectares de terres sont inutilisables. A. Sauvy chiffre à 28 milliards-or l'ampleur des destructions.

D'autre part, la France a perdu ses créances et elle s'est endettée. Les emprunts russes ou autrichiens ne valent plus rien. Pour financer la guerre, on a emprunté à l'étranger, et notamment aux États-Unis. Au total, la France était, en 1913, créancière sur l'étranger de 45 milliards. En 1919, elle est débitrice de 35 milliards.

Les pertes et l'endettement réunis représentent onze années d'investissement, ou 15 mois de PNB. D'où l'importance, pour la France, du problème des réparations et de celui des dettes interalliées.

Cette situation pèse sur les finances publiques, obligées de réparer les dommages causés aux particuliers (réparation des dommages de guerre, pensions aux invalides, plus d'un million, aux 600 000 veuves et aux orphelins). Or le gouvernement a financé la guerre par l'emprunt (bons du Trésor, notamment bons à court terme), et non par l'impôt. Dans ces conditions, l'équilibre budgétaire est difficile à réaliser, et la confiance très limitée. Si les détenteurs de bons du trésor en demandent le remboursement à l'échéance, au lieu de les renouveler, l'État ne pourra pas les payer tous. D'où une mauvaise situation sur le marché des changes.

Une première crise grave se produit après l'occupation de la Ruhr, en 1923-1924. Poincaré* la résout grâce à un prêt de la banque Morgan, et, pour consolider le franc, il augmente les impôts de 20 % à la veille des élections de 1924, ce qui contribue à expliquer qu'il les ait perdues. Malgré cette mesure, et le vote du « bordereau de coupons », destiné à lutter contre la fraude en obligeant les porteurs de valeurs mobilières à en déclarer le revenu, la situation reste précaire.

Herriot* en hérite, mais la laisse se détériorer, faute d'agir assez vite. Le sacrosaint « plafond » des avances de la Banque de France à l'État est crevé, mais plutôt que de demander à la Chambre de légaliser cette situation en relevant le plafond, Herriot envisage un impôt sur le capital. Les banques le combattent alors, et, en avril 1925, le bilan de la Banque de France, qui camouflait jusqu'alors

la situation par des trucages peu honnêtes, fait apparaître que le plafond est crevé. Herriot démissionne, victime du « mur d'argent » et des « 200 familles » (les 200 plus gros actionnaires de la Banque de France, qui élisent le conseil des régents). La Banque de France, qui ne dépend pas de l'État, a joué un rôle déterminant dans sa chute.

Elle ouvre une période d'instabilité ministérielle, durant laquelle le franc continue à se dévaluer. En juillet 1926, au plus fort de la crise, Poincaré est rappelé à la présidence du Conseil et prend le portefeuille des Finances. Son seul retour ramène la confiance et apaise aussitôt la crise.

Les débuts de la société d'inflation

Importante par ses conditions politiques, la crise financière l'est surtout par ses conséquences sociales. Les prix, en effet, ne cessent d'augmenter. Multipliés par 3 de 1914 à 1922, ils doublent encore entre 1922 et 1928.

Cette hausse des prix appauvrit les rentiers. Beaucoup d'entre eux ont perdu leurs placements (fonds russes et autres). La plupart tirent leurs ressources d'obligations fournissant un revenu fixe (tant de francs par an), ou d'immeubles qu'ils louent. Or un revenu fixe, alors que les prix augmentent, c'est un pouvoir d'achat qui s'effondre. Quant aux loyers, le gouvernement les réglemente strictement, dans l'intérêt des locataires, en limitant leur augmentation à 75 % du loyer de 1914 (1923), puis à 150 % (1929). L'inflation condamne les bourgeois d'autrefois. On comprend leur nostalgie de ce qu'ils nomment alors la « Belle Époque ».

Mais, d'autre part, la dépréciation de la monnaie favorise les industries sur le marché international. Poincaré au pouvoir est donc l'objet de deux sollicitations contraires : les rentiers, pour améliorer leurs revenus réels, souhaitent qu'il revalorise le franc ; les industriels, pour vendre plus facilement à l'étranger, désirent conserver une monnaie un peu dévaluée. Poincaré, dont la majorité est reconduite en 1928, adopte un compromis : la stabilisation du franc (25 juin 1928), qui est défini par rapport à l'or, mais ne pèse plus que le cinquième de ce qu'il pesait avant 1914.

La France, en paix avec ses voisins, apparemment rétablie, semble entrer dans une période de prospérité. Poincaré, fatigué, démissionne en juillet 1929, mais ses successeurs, Laval* et Tardieu*, poursuivent sa politique. Tardieu notamment, incarne une droite libérale, dynamique et soucieuse d'efficacité à l'américaine. Il annonce un plan d'outillage national, pour utiliser les ressources reconstituées du Trésor. Mais la crise économique survient, et la victoire du Cartel aux élections de 1932 ramène les radicaux au pouvoir.

